

Pour ce faire, priorité serait donnée à un ensemble d'interventions à court et à long terme, faites aussi bien par les pays développés qu'en développement, dans le cadre d'un programme intégré axé sur la disparition de la faim et de la malnutrition.

La déclaration qui suit a été faite par M. John Small, délégué du Canada à la Deuxième Commission, le 8 novembre 1977.

* * * * *

Les problèmes de l'alimentation interviennent si directement dans l'existence et la prospérité des individus et des nations qu'il est difficile de songer à un sujet de préoccupation qui soit plus immédiat et universel. Certains pays, dont le Canada, jouissent d'une situation privilégiée car ils cultivent des denrées alimentaires essentielles en quantités qui dépassent largement leur consommation. Personne n'ignore, toutefois, que la situation ailleurs est toute autre et que, dans certains pays, des pénuries alimentaires perpétuelles constituent un obstacle important au bien-être et au progrès économique. La reconnaissance de ce phénomène par la collectivité internationale s'est traduite par la création de nombreuses institutions dont la mission est de conjuguer les efforts et de favoriser le progrès là où la chose est nécessaire. Aujourd'hui, je profite de cette discussion sur le rapport du Conseil mondial de l'alimentation, rapport habilement présenté par M. Arturo Tanco, distingué président du Conseil et secrétaire à l'agriculture des Philippines, pour remercier, au nom de ma délégation, le gouvernement des Philippines qui a rendu possible la tenue d'une session enrichissante à Manille, en juin dernier, et le Secrétaire Tanco pour son efficacité remarquable à titre de président et pour son excellent exposé devant les membres de la Commission.

Le rapport du Conseil mondial de l'alimentation est avant tout remarquable grâce au communiqué de Manille: programme d'action pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition. Les préoccupations dans ce domaine ont rarement été exposées de façon aussi complète. Ma délégation souhaite faire part de son appui au communiqué, comme elle l'a fait à Manille, et elle se joint à l'appel en faveur de son adoption par l'Assemblée générale et son application par les États membres. À ce propos, je désire résumer brièvement nos vues sur les grandes questions soulevées dans le communiqué.

Dans le domaine de la production de denrées alimentaires, le Canada accepte le principe de désigner des pays prioritaires du point de vue de l'alimentation et de déployer des efforts particuliers afin de les aider. Nous contribuons déjà à accroître la production alimentaire dans les pays les plus démunis, ayant doublé l'aide versée dans le cadre de nos programmes d'aide bilatérale à l'agriculture. Nous sommes disposés à faire davantage. Le Canada se propose de ratifier, vers la fin du mois, l'accord portant création du FIDA, et il s'est engagé à verser 33 millions de dollars au cours des trois premières années. En outre, de nombreux pays prioritaires du point de vue de l'alimentation font déjà l'objet d'égards particuliers grâce à nos programmes d'aide au développement, axés sur les pays les moins développés.